



Christian Levrat, président du PS Suisse et Ursula Wyss, présidente du Groupe socialiste des Chambres fédérales entourent les deux candidates socialistes au Conseil fédéral Jacqueline Fehr et Simonetta Sommaruga.

Un ticket gagnant

Partiel rebrassage des cartes au gouvernement le 22 septembre. Avec – selon toute vraisemblance et grâce au PS – une majorité féminine au Conseil fédéral. Tant mieux en regard de son engagement constant en faveur de la cause des femmes en politique.

TRANSPORTS



Privilégier le développement des transports publics. Le but de l'initiative de l'ATE soutenue par le PS. Objectif : mieux répartir le produit de l'imposition des huiles minérales. Page 7

CANTONALES



En octobre, puis novembre, le Jura redistribue les sièges de son Parlement et de son exécutif. Un scrutin qui focalise l'intérêt d'observateurs au-delà des frontières cantonales. Page 9

GAZA



Alors que les négociations viennent de reprendre entre israéliens et palestiniens, un bateau suisse devrait rejoindre la flottille visant à forcer le blocus de Gaza.

Comprendre les liens.

Economie. Travail. Quotidien.

Cours de formation continue

www.movendo.ch



MOVENDO
L'institut de formation des syndicats

VEUX-TU FAIRE BOUGER LES CHOSES ?

Rejoins le club référendaire du PS !

Les membres du club référendaire s'engagent à récolter au moins 10 signatures en faveur d'une initiative ou d'un référendum lancé par le PS Suisse. Chaque année, ils sont invités à rencontrer des personnalités socialistes dans le cadre d'une manifestation exclusive.



www.clubreferendaire.ch

oui 

- Oui, je souhaite rejoindre le club référendaire du PS
- Je désire plus d'informations sur ce club
- Je désire plus d'informations sur le PS
- Contactez-moi par courriel

Parti socialiste Suisse, Campagnes & communication
case postale 7876, 3001 Berne
tél. 031 329 69 69, fax 031 329 69 70
info@campa.ch

Nom / prénom: _____

Adresse: _____

Courriel: _____

Téléphone fixe ou mobile: _____

Langue de correspondance: Français Italiano Deutsch

© Figr



La révision de la LACI menace la paix sociale

Le 16 octobre 2008, la Confédération a sauvé l'UBS de la catastrophe en y injectant 68 milliards de francs d'argent public. Si les acteurs principaux de ce débâcle n'auront vraisemblablement aucun compte à rendre devant la justice, la grande majorité de la population est censée payer la facture trois fois. Pour sauver l'UBS, pour l'assainissement de l'assurance-chômage et par le biais d'une réduction de ses prestations. Alors que les responsables, managers de haut-vol et banquiers sans scrupules, ne devront pas mettre la main à la poche. Christian Levrat

La révision de l'assurance-chômage débouche sur une augmentation des cotisations salariales. Mais, au cas où les salarié-e-s ont le malheur de devoir y avoir recours, ils sont irrémédiablement punis. Cela contredit fondamentalement le principe même d'une assurance. Quiconque souhaite se prémunir contre une mauvaise fortune considère que son assurance le protège dès le premier jour. Le chômage est tout sauf un luxe que l'on peut se permettre, mais bien un risque aux conséquences considérables et dont personne n'est à l'abri.

Si l'assurance-chômage connaît un problème de financement, c'est bien à la majorité de droite qu'on le doit. C'est elle qui a supprimé le pourcent de solidarité en 2002 alors même qu'elle ne pouvait ignorer l'impact de cette décision sur les comptes de l'assurance. La révision soumise en votation le 26 septembre est par ailleurs particulièrement favorable aux hauts revenus et autres profiteurs. Ainsi, alors qu'un-e salarié-e lambda verra sa rémunération ponctionnée de 2,2%, la cotisation d'un Brady Dougan – par exemple – ne sera que de 0,005%. Si tous les salarié-e-s étaient logés à la même enseigne, il ne serait pas nécessaire

d'assainir l'assurance-chômage. Evidemment, quand on dispose de juteux bonus et d'un parachute doré, ce n'est pas un souci majeur. Reste que tout un chacun devrait pouvoir – au cas où – pouvoir compter sur un filet social solide et digne de ce nom.

Voilà des années que la majorité de droite des Chambres fédérales tente de démanteler, petit à petit, nos assurances sociales. D'abord la LPP, aujourd'hui les prestations de l'assurance-chômage, demain: l'AVS et l'assurance-accidents. Ce faisant, elle menace la paix sociale, facteur de stabilité et de prospérité dans notre pays. Le 26 septembre, nous serons ainsi appelés à nous prononcer sur les priorités de la Confédération: seulement les grandes banques et les profiteurs ou également les salarié-e-s moyens, soit la grande majorité de la population.

christian.levrat@pssuisse.ch,
conseiller national (FR),
président du PS Suisse



Editorial

Tracer la voie

Ce sont souvent des signes ponctuels qui indiquent de grands changements d'orientation. A ce titre, l'exaspération légitime d'une majorité de la population convaincue qu'elle est seule à payer la facture de la crise



constitue un indice appréciable. Démantèlement des assurances sociales, spirale haussière des primes maladie, coupes sombres dans les engagements financiers de la Confédération, absence de régulation des marchés

financiers, affaires – ici et ailleurs – qui soulignent la proximité de certains politiques avec les milieux d'argent: tout semble s'enchaîner pour nous convaincre que la défense des intérêts particuliers a pris le pas sur celle de l'amélioration du bien-être général. Et le sentiment qu'il faut que cela change s'impose progressivement comme une évidence. Mais, à elle seule, l'exaspération ne suffit pas. Elle peut constituer un puissant moteur, mais qui requiert du carburant. Et ce carburant, ce sont les idées, les valeurs ainsi que les objectifs et les priorités qui permettent de les atteindre ou les réaliser. Il faut ensuite que ces visions soient incarnées par des pilotes qui tiennent la barre, s'investissent personnellement pour accompagner le mouvement et l'infléchir dans la bonne direction. Dans cette optique, cette nouvelle édition de socialistes.ch donne matière à espérance. Il y est question d'une nécessaire résistance à l'injustice, certes (voir ci-contre), mais aussi d'avenir, de projets et de personnalités. Entre le grand chantier du renouvellement du programme du PS qui arrive à bout touchant, la densité exceptionnelle des candidates à la succession de Moritz Leuenberger et – pardonnez-moi cette bouffée d'ethnocentrisme – les perspectives qui s'offrent aux socialistes jurassiens en vue des élections cantonales d'octobre, c'est comme un petit goût de printemps qui s'inviterait en début d'automne. Ne boudons pas notre plaisir.

Jean-Yves Gentil

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse et und Verein SP-Info
Spitalgasse 34, 3001 Berne, Tél. 031 329 69 69,
Fax 031 329 69 70, info@socialiste.ch

Rédaction Jean-Yves Gentil

Production Atelier Kurt Bläuer, Berne



© Reuters

Faites mieux connaissance avec les candidates socialistes sur leurs sites Internet : www.jfehr.ch et www.sommaruga.ch

Double-dames

Considérées par une majorité d'observateurs comme les deux femmes politiques les plus influentes des Chambres fédérales, la conseillère d'Etat bernoise Simonetta Sommaruga et la conseillère nationale zurichoise Jacqueline Fehr figureront donc sur le ticket du PS soumis, le 22 septembre, à l'Assemblée fédérale. Un processus transparent et démocratique qui aura permis de confirmer la grande qualité de la relève socialiste et qui ouvre la voie à une majorité féminine au gouvernement suisse. Un symbole considérable pour un parti qui s'est toujours engagé avec détermination en faveur de la cause des femmes en politique.

Personne ne remettant en question le principe d'un double ticket, les données étaient claires à l'entame de la séance du Groupe socialiste des Chambres fédérales du 3 septembre dernier. Et la nervosité palpable, non seulement du côté des candidates, mais aussi de celui des principales structures du parti. Au final, celles et ceux qui craignaient un vendredi marathon et un possible clivage des parlementaires socialistes auront été démentis par les faits. Peu ou pas de discussions une fois menées à bien les quatre auditions. Incontestablement, les opinions s'étaient déterminées en amont. Ce qui ne veut

pas dire que l'élection n'a pas été disputée. Pour la première ligne du « ticket », il aura ainsi fallu cinq tours pour dégager une majorité de 26 voix en faveur de la favorite Simonetta Sommaruga. Pour la deuxième place, en revanche, deux tours de scrutin ont suffi. Jacqueline Fehr a obtenu 24 voix contre 11 à Hildegard Fässler et Eva Herzog.

Des questions pointues

Une candidature au Conseil fédéral, c'est un peu le grand oral en permanence comme on pu

s'en rendre compte les postulantes socialistes, elles qui – jusqu'ici – ont couru les instances du parti avant de passer sur le gril des autres formations politiques en marge de la session d'automne des Chambres fédérales. L'occasion de faire part de leur motivation personnelle à rejoindre le gouvernement, mais aussi de leurs priorités politiques comme des relations qu'elles entretiennent avec le PS. Toutes ont été ainsi amenées à donner leur vision du futur des assurances sociales, de l'intégration européenne de la Suisse, voire du renouvellement du programme du parti. Sans concession, les parlementaires socialistes comme les membres du Comité directeur ont aussi testé leur connaissance et leur maîtrise des dossiers relevant des

« Les candidates se sont clairement exprimées sur leur volonté à poursuivre, en cas d'élection, une étroite collaboration avec le PS Suisse. »

départements fédéraux dont elle pourraient vraisemblablement être amenées à devoir prendre la charge, à savoir le DETEC, le Département de l'économie ou encore les finances.

Des engagements forts

Tant devant le Comité directeur du parti que devant le Groupe socialiste des Chambres fédérales, les candidates se sont clairement exprimées sur leur attachement à leur formation politique et ses valeurs ainsi que sur leur volonté à poursuivre, en cas d'élection, une étroite collaboration avec le PS Suisse. Sans exception, elles ont affirmé vouloir s'engager résolument, au gouvernement, en faveur de la collectivité dans son ensemble et non d'intérêts particuliers. Enfin, elles ont également confirmé qu'elles se soumettraient au verdict du Groupe socialiste des Chambres fédérales. Cela signifie en particulier qu'elles n'accepteront pas leur élection par l'Assemblée contre la volonté des parlementaires fédéraux socialistes.

Des personnalités d'envergure

Enseignement majeur de ces divers entretiens : les candidates figurant sur le ticket socialiste, tout comme celles qui n'y sont pas d'ailleurs, ont fait preuve de compétences, de l'expé-

« La Suisse pourra faire partie des rares pays doté d'un gouvernement à majorité féminine. Qui aurait pu le prédire il y a quelques années ? »

rience et du profil nécessaire pour accéder au Conseil fédéral. Particulièrement réjouissant pour le PS qui a pu faire la démonstration qu'il disposait, dans ses rangs, de personnalités d'origines multiples, mais d'envergure comparable prêtes à se mettre à disposition du parti et du pays. C'est que le Conseil fédéral, dont la crise de gouvernance est avérée, en aura bien besoin. Nul doute qu'une des principales tâches de nouveaux membres du gouvernement sera, avec leurs collègues, de rétablir la confiance de la population. A ce titre, gageons que tant Simonetta que Jacqueline sont taillées pour le poste

Une (r)évolution attendue

On s'achemine donc vers une majorité de femmes au Conseil fédéral. Elles seront quatre, peut-être cinq si Karin Keller-Sutter est élue. La Suisse fera ainsi partie des rares pays européens à bénéficier d'un gouvernement à majorité féminine. Bien malin qui aurait pu le prédire il n'y a que quelques années encore. Même si le

SESSION D'AUTOMNE

Conseil National

- 11^{ème} révision de l'AVS – mesures relatives aux prestations
- Loi fédérale sur l'assurance-accident
- Loi sur la Poste
- Destin du loup en Suisse : toute une matinée, le 30 septembre

Conseil des Etats

- Initiative « Pour la protection face à la violence des armes »
- Révision partielle de la LAMal (mesures pour endiguer l'évolution des coûts)
- Aides financières à l'accueil extra-familial pour enfants
- Loi sur les banques
- Initiative populaire pour le paysage.

chemin vers l'égalité est encore long comme le soulignait encore récemment une enquête du magazine « L'Hebdo », c'est un symbole fort qui doit être suivi d'effets. Les deux candidates socialistes s'y sont d'ailleurs aussi engagées lors de leurs auditions respectives.

UN SOLIDE BILAN



Ce fut incontestablement une des surprises de l'été lorsque, début juillet, **Moritz Leuenberger** s'est résolu à annoncer son départ du Conseil fédéral. Moins, un mois plus tard, lorsqu'il en a avancé la date, faisant preuve d'un sens politique et stratégique qui restera sans doute comme une des ses marques de fabrique. En terminant son mandat sur le percement du tunnel de base du Gothard, le doyen de fonction au gouverne-

ment considère sans doute boucler la boucle, lui qui avait entamé son activité sur les nouveaux axes alpins. Chaud partisan du ferroutage et des transports publics urbains, habile négociateur, il aura aussi réussi à augmenter le fonds pour les grands projets ferroviaires, même si ses priorités en matière de transports publics n'ont pas toujours été goûtées en Suisse romande. Même scepticisme s'agissant du démantèlement du service public (Poste, Swisscom, électricité) où ses options tactiques n'ont pas toujours été comprises de ce côté-ci de la Sarine, à l'image d'ailleurs de sa discrétion sur les thèmes sociaux. Reste qu'en 15 ans de gouvernement, Moritz Leuenberger peut se vanter d'un bilan solide avec des mesures visant à favoriser les énergies renouvelables et une consommation modérée d'électricité. Il a réussi à introduire la taxe sur le CO₂ sur les combustibles relancé les parcs naturels, mais aussi déminé des situations qui semblaient désespérées comme par exemple la grève des employés de CFF Cargo ou encore le sauvetage financier de Swissair. Moritz Leuenberger, c'est encore un style et une rhétorique qu'il a toujours pris soin de cultiver. Sur son blog, par exemple, dont il a été un des premiers hommes politiques helvétiques à entrevoir et à exploiter le potentiel. 15 ans au Conseil fédéral, c'est long (trop long même, persifleront certains). Amplement de quoi lui donner l'occasion d'en tirer un bilan circonstancié. Ce sera le cas dans une prochaine édition de socialistes.ch.

CHAPEAU!



C'est malheureusement le lot de ce type de procédure. In fine, il faut bien trancher entre des candidatures de tout premier plan. Et le principe fait inmanquablement des déçues. Reste que ni **Hildegard Fässler**, ni **Eva Herzog** n'ont à rougir de leur parcours. Leur postulation leur a aussi permis de mettre leurs qualités incontestables en valeur et, qui sait, prendre date pour d'autres opportunités. Socialistes.ch leur adresse un grand coup de chapeau et leur souhaite plein succès dans la suite de leur carrière.



Une démonstration de force de démocratie interne

Moins de deux mois avant le Congrès de Lausanne qui se prononcera sur le renouvellement du programme du PS. 28 ans après l'adoption de sa dernière mouture, le nouveau document sera de fond en comble cet automne. Pour Arnaud Bouverat, membre du Comité directeur du PS Suisse, secrétaire général du PS Vaudois, il était temps.



Oui, car plusieurs Congrès ont depuis le milieu des années 90 demandé une actualisation du programme du parti. Si, au début 2000, le parti n'était probablement pas encore mûr pour mener ce débat interne, il le peut aujourd'hui. Et je dirais même qu'il le doit: la perspective de l'auto-gestion est une maxime d'action trop localière. Face à l'individualisme actuel, nous devons recréer des solidarités, aussi au-delà de nos frontières.

Comment juges-tu la procédure retenue pour mener à bien ce processus ?

Une révision de programme n'est jamais un exercice facile, des révisions précédentes ont été menées de manière cavalière. Le bilan de la mobilisation d'experts pour l'analyse de la situation actuelle est à mon avis négatif. Ces analyses ont manqué de relief politique et n'ont pas intéressé les sections. Le projet rédigé par Hans-Jürg Fehr, déjà plus synthétique, était par contre une très bonne base de discussion et la consultation a été un véritable succès.

Quelle atmosphère de travail au sein du Comité directeur : studieuse ? Consensuelle ? Engagée ? Aussi étonnant que cela puisse paraître, la question du renouvellement du programme au sein du Comité directeur est comme dans les sections, elle n'intéresse pas tout le monde mais ceux qui

sont intéressés s'engagent à fond dans le débat. Le Comité directeur a procédé à deux lectures avant l'envoi aux sections. Ce furent de véritables marathons de débats, souvent vifs et passionnés: un exercice que nous devrions faire plus souvent. Il a fallu plusieurs votes pour trancher sur des questions d'orientations majeures. Après, la traduction fidèle de nos décisions dans le texte en deux langues est encore un autre défi ...

Près de 1000 amendements à la première version en provenance des cantons et sections: le signe de l'intérêt porté à ce projet ou alors d'une remise en cause profonde de ce texte initial ?

Les deux à la fois. Ces amendements montrent que l'adoption d'un nouveau programme est importante pour les sections et que les communicants politiques qui estiment cet exercice inutile peuvent juste se taire. Nous sommes le seul parti à le faire à cette échelle, c'est une démonstration de force de notre démocratie interne. C'est aussi sans nul doute une remise en question du projet; et pour ma part, j'estime que ces sections ont bien raison de le contester sur plusieurs points.

Quels ont été les points les plus discutés ?

Beaucoup de remarques de forme:



les sections veulent un programme restructuré, plus court avec moins de redondances. Sur le fond, les éléments sur l'Europe, sur l'armée, sur le droit du sol ainsi que le projet de dépassement du capitalisme font débat. Sur ce dernier point, j'espère que le Congrès fera preuve de cohérence: notre projet de démocratisation de l'économie remet clairement en question les règles du système économique capitaliste dont la démocratie est le dernier souci. La création des assurances sociales, le développement des services publics et aujourd'hui la démocratisation de l'économie permettent de faire reculer le capitalisme et participent de son dépassement. Certains aimeraient profiter d'une révision de programme pour contester notre héritage des luttes ouvrières et supprimer toute utopie; c'est regrettable.

Comment le Comité directeur s'y est-il pris pour rédiger une nouvelle synthèse ?

Le secrétariat du PS Suisse a, en un temps record, regroupé les amendements par sujet. Nous avons pu, dans bien des cas, intégrer les remarques par reformulation. Sur le fond, la partie « vision » est celle qui subit le plus de transformations: la démocratie économique devrait être complétée par quatre autres éléments: la propriété, les

droits humains et l'intégration, la gouvernance mondiale et la question des ressources naturelles.

Faut-il s'attendre à une nouvelle série d'amendements et donc à un Congrès marathon cet automne ? C'est le scénario le plus probable. Et c'est juste que les sections s'en remettent au Congrès pour trancher sur les questions où elles n'auraient pas eu gain de cause. Mais il faut espérer un débat assidu sur les questions d'orientation. Les plates-formes électorales permettront toujours tous les 4 ans d'actualiser nos propositions concrètes.

Ce Congrès justement, il se déroulera à Lausanne. A la satisfaction, j'imagine du PS vaudois. Comment les socialistes vaudois accueillent-ils ce nouveau programme ?

Bien entendu, nous sommes contents d'accueillir ce débat, ce d'autant que le PSV a déjà formulé environ 70 amendements lors de la première consultation. Nous avons demandé des modifications importantes dans l'analyse de la situation actuelle, formulé des revendications pacifistes et une conception élargie de la démocratisation de l'économie. Comme nous n'avons été que partiellement entendus, nous serons bien obligés de participer au Congrès de Lausanne ...



Les Suisses veulent investir dans les transports publics

Le Parti socialiste a d'emblée soutenu l'initiative « pour les transports publics ». Il a aussi récolté 21500 signatures valables, devenant ainsi le plus grand contributeur externe au succès de cette initiative conçue par l'ATE. C'est que cette initiative, déposée début septembre, arrive au bon moment, tant sur le fond que sur la forme. Roger Nordmann

Face à l'épuisement des ressources énergétiques fossiles, il faut absolument privilégier les formes de mobilité qui consomment moins d'énergie. Cela signifie évidemment assainir le parc des automobiles (ce n'est pas l'objet de cette initiative) mais aussi et surtout développer les modes de mobilité moins vorace en énergie et en espace. Dans ce domaine, le transport ferroviaire (train, tram) est vraiment très performant: on rappellera que la consommation effective d'énergie pour transporter un passager sur 100 km n'est que de 9 kWh pour le tram et le train, contre 55 kWh pour la voiture. Autrement dit, le ferroviaire consomme six fois moins d'énergie pour la même prestation. Il est donc évident qu'il faut privilégier le développement des transports publics. C'est ce que propose cette initiative, en passant à une répartition moitié-moitié du produit de l'imposition des huiles minérales,

et non plus $\frac{3}{4}$ à $\frac{1}{4}$ en faveur de la route.

Indépendamment des questions énergétique et environnementale, il est évident qu'il va falloir fixer des priorités: on ne pourra plus financer tous les désirs de réalisations supplémentaires, d'autant plus que les frais d'entretien vont commencer à augmenter. Les audits l'ont clairement montré pour le rail, et pour la route la situation est encore pire, vu la dégradation du béton. L'initiative pour les transports publics fixes des priorités, et elle les fixe juste, à savoir en faveur du secteur qui sera plus porteur, tant en termes écologiques qu'économiques. Troisièmement, l'initiative prend clairement le parti du service public: la Suisse a besoin d'un excellent service public en matière de transport, c'est l'une des pierres angulaires de son identité.

Sur le plan stratégique, le choix du moment du lancement et de

l'outil de l'initiative populaire ne s'est pas fait par hasard: nous savons qu'une modification constitutionnelle sera nécessaire pour financer rail 2030, et que les autorités politiques – Conseil fédéral et Parlement – sont très hésitantes et incertaines sur la manière d'assurer ce financement. Dans ces circonstances, le risque est considérable que la politique repousse la décision à la saint-glinglin. Le Parlement s'était déjà donné du courage en demandant à ce que la question du financement de rail 2030 fasse l'objet, d'ici fin 2010, d'un message du Conseil fédéral. Cela figure à l'article 10 de la Loi fédérale du 20 mars 2009 sur le développement de l'infrastructure ferroviaire (LDIF).

L'ATE a également à également bien choisi le moment du dépôt: au lieu de se précipiter en décembre 2009 après avoir réuni 130 000 signatures valables en 8 mois, elle a attendu la fin du délai de récolte de 18 mois. Ainsi, l'initiative exerce la pression maximum sur le Conseil fédéral pour qu'il propose lui-même également de bonnes solutions de financement des infrastructures de transports publics.

Enfin, mais cela n'était pas

prévisible, le retrait de Moritz Leuenberger confère un relief très particulier à l'initiative: si les partis bourgeois reprennent le département et se lancent dans une gestion à la Ueli Maurer, alors le peuple pourra corriger le cours des choses en acceptant l'initiative. À voir les rodomontades actuelles des partis de droite sur le thème: « nous voulons reprendre le DETEC pour enfin construire davantage de nouvelles autoroutes », on voit que cette initiative est plus indispensable que jamais. Elle permettra si nécessaire de mettre fin à ces dérives. En 2004, le peuple avait donné un signal très clair en refusant, à 2 contre 1, le contre-projet « avanti » destiné au renforcement des autoroutes. Même si la question n'a pas été posée directement l'époque, la préférence populaire est limpide: les Suissesses et les Suisses veulent investir dans les transports publics. C'est pour cela qu'ils accepteront « l'initiative pour les transports publics ».

roger.nordmann@
pssuisse.ch,
conseiller national (VD)



Poste forte

Alors que le Conseil national doit se prononcer ce mois sur la libéralisation du marché postal, le PS et les syndicats ont déposé à la Chancellerie fédérale l'initiative « pour une poste forte ». Muni de plus de 110 000 signatures, le texte veut ancrer le service universel dans la constitution. A savoir un réseau postal couvrant tout le territoire ainsi qu'un accès rapide et facile aux prestations pour tous les habitants. Pour financer ce modèle, il réclame le maintien du monopole des lettres jusqu'à 50 grammes ainsi



que le développement du secteur bancaire de La Poste, en lui permettant de s'étendre au marché des crédits et des hypothèques. Une banque postale qui serait détenue à 100% par le géant jaune.

OSEO

L'Œuvre suisse d'entraide ouvrière lance une nouvelle campagne. A l'occasion de la journée mondiale pour l'abolition de l'esclavage, le 23 août, elle a créé un site inédit à l'adresse : www.consultations-populaires.ch. Il permet à chaque citoyen, en 2 clics, de savoir si sa commune achète équitable. A supposer que cela ne soit pas encore le cas, il sera invité à adresser un courriel de protestation. Le design de la campagne est inspiré d'un récent produit publicitaire d'un parti politique suisse. Contrairement à ce dernier, l'OSEO indique vouloir que la Suisse s'engage en faveur de valeurs positives : la croix suisse doit être synonyme de solidarité, d'engagement humanitaire et d'ouverture sur le monde – et non d'exclusion et de discrimination.

La fin de l'obligation de servir ?

La Suisse compte 2,5 soldats pour 100 habitants. C'est un peu moins qu'en Corée du Nord, mais cela représente tout de même cinq à dix fois plus que tous nos voisins. La bientôt « meilleure armée du monde » a certes déjà considérablement réduit ses effectifs. Sous la pression de la gauche, du GSsA et des initiatives anti-armée, elle est passée de 524 000 à 220 000 hommes. Il n'en demeure pas moins qu'elle reste une armée de masse, qui n'a plus rien à voir avec les menaces actuelles. Nicolas Buntschu

La bataille contre cette armée inadaptée, coûteuse, pénalisant les jeunes et l'économie se poursuit. En juillet dernier, le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), soutenu notamment par le PS et la JS, a lancé l'initiative populaire « Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire ». En deux mots, le texte propose de mettre fin à l'obligation de servir sans toucher au système de milice. Le service civil resterait possible sur une base volontaire, pour les femmes et les hommes.

Le but principal de l'initiative est de réduire l'importance de l'armée et de libérer des ressources pour favoriser la paix d'une autre manière. Les menaces auxquelles la Suisse pourrait se trouver confrontée ont considérablement évolué ces dernières années. Alors que l'on évoque le danger de petits groupes, technologiquement très au point, l'armée suisse semble toujours se préparer à une invasion terrestre massive. Afin de justifier l'existence d'une telle armée de masse, on lui refile nombre de tâches sans rapport avec son rôle : parking lors de grands évènements, patrouille des glaciers, aide en cas de catastrophe, etc. Ce sont autant d'exercices, certes utiles, mais qui pourraient être accomplis de façon bien plus efficace et rentable par des organes civils. Il est donc temps de réduire significativement les effectifs de l'armée et de l'adapter aux défis actuels.

En plus d'être stratégiquement dépourvue de sens, la conscription obligatoire engendre des coûts importants, dont on pourrait volontiers se passer. Aux dépenses de fonctionnement et d'armement (environ 4,5 milliards par année) s'ajoutent les frais générés par le fait que nombre de jeunes quittent le marché du travail durant une année ou y accèdent plus tard. On estime les frais liés aux APG et aux conséquences sur l'économie à 4,5 milliards par année. En lieu et place d'une stratégie de défense repliée sur soi-même, la Suisse doit réaffecter la plus grande partie possible de ces moyens pour agir sur les causes potentielles de conflits dans le monde : distribution des ressources naturelles, conséquences du réchauffement climatique, inégalités sociales.



© Ex-Press

Supprimer l'obligation de servir mettrait aussi un terme aux inégalités qu'elle engendre. Les jeunes conscrits sont pénalisés dans leurs études ou leur travail. Au lieu d'évoluer dans leur formation, ils sont bloqués une année durant. Le service militaire est aussi de plus en plus considéré comme un handicap dans le monde du travail.

En Europe, on évolue clairement dans la direction de l'initiative. Alors qu'il y a deux décennies l'obligation de servir était la norme, on ne dénombre à présent, sur un total de 43 États armés, plus que 18 pays où la conscription est obligatoire. Cette initiative a non seulement le mérite de remettre à nouveau en question l'armée suisse dans sa forme actuelle, mais elle a surtout une réelle chance de succès populaire.

nicolas.buntschu@gmail.com,
vice-président de la Jeunesse
socialiste suisse





Jura : la revanche socialiste ?

Fin octobre prochain, le Jura renouvellera ses autorités politiques. Candidates et candidats de tous bords tenteront de séduire l'électorat pour la future législature 2011-2015, portée à cinq ans selon la décision populaire de l'hiver dernier. Michel Thentz

Le Jura, est-ce nécessaire de le rappeler, vit sous le joug du PDC depuis son entrée en souveraineté en 1979. Une double majorité au Parlement et au Gouvernement sort régulièrement des urnes lors des élections cantonales. Le parti majoritaire ne supporte pas que l'on mette en doute sa suprématie et s'étonne même que l'on puisse la remettre en question.

Le Parti socialiste occupe la deuxième position, en terme de force politique, dans le canton du Jura. Dans la législature qui s'achève, il occupe treize sièges sur les soixante que compte le Parlement et un siège sur cinq au Gouvernement.

Les socialistes jurassiens ont précédemment occupé deux sièges au Gouvernement, entre 1998 et 2006, grâce à Elisabeth Baume Schneider et Claude Hêche. Malheureusement la stratégie adoptée lors des précédentes élections cantonales – une liste à quatre – s'est avérée erronée et les libéraux-radicaux ont récupéré le siège qu'ils occupaient précédemment.

C'est donc ce siège que les socialistes vont tenter de reconquérir cette année. La tâche sera cependant ardue, puisque les cinq ministres en place – 2 PDC, 1 socialiste, 1 PCSI, 1 libéral-radical – se représentent tous.

La clef de cette réussite se jouera probablement lors de l'élection au Parlement. Il est vital pour les socialistes jurassiens de progresser, ne serait-ce que d'un siège. Cette position de gagnant leur permettrait d'être idéalement placés pour revendiquer le siège perdu à l'exécutif voilà quatre ans. Si de plus le PLR perd des

plumes dans cette même élection, ce qui n'est pas exclu au vu du bilan plus que mitigé – c'est un euphémisme – de leur ministre, alors le terrain serait propice à la victoire finale.

Tirant les leçons de la défaite de 2006, les socialistes présentent deux candidats à cette élection. Respectivement Elisabeth Baume Schneider, pour qui il s'agit de la seconde réélection, et le soussigné, actuel Président du PSJ et député au Parlement.

La campagne des socialistes jurassiens aura pour thèmes centraux l'emploi et les salaires minimaux (on devrait voter sur le sujet début 2011 suite au dépôt d'une initiative des jeunes socialistes sur le sujet) et la nécessité de relancer le débat sur une caisse-maladie unique. Il sera également question de la nécessaire diversification du tissu économique jurassien par le développement d'emplois verts, des moyens à mettre en œuvre afin d'éviter l'exode des jeunes, et de la politique de formation.

La campagne sera, comme habituellement, courte et intense dans le Jura. Quelques événements clés sont programmés. Organisé dans le cadre d'un forum citoyen, Lionel Jospin sera présent à Porrentruy le 9 septembre prochain. Un précédent passage du socialiste français dans le Jura, en 1995, a laissé des souvenirs inoubliables. Jospin lui-même se souvient de ce souvenir qu'il a accepté de faire escale dans le Jura.

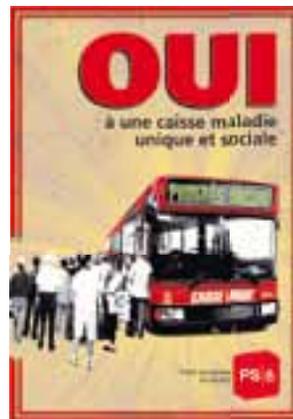
Autre moment fort de la campagne, le congrès électoral du 24 septembre prochain, au cours duquel Christian Levrat apportera son soutien et celui du PSS aux candidates et candidats.

La campagne pour les élections cantonales jurassienne est lancée. Rendez-vous le 24 octobre puis le 14 novembre pour la victoire.

michel.thentz@bluewin.ch, président du PSJ

Caisse unique

Alors que les pourparlers au niveau national se prolongent, le Parti socialiste jurassien est en passe de réussir son pari en pré-



voyant de déposer – en pleine campagne en vue des élections cantonales d'octobre – son initiative populaire cantonale pour une caisse

maladie unique à la mi-septembre. Il ne reste plus que quelques paragraphes pour parvenir aux 5000 signatures nécessaires pour que le gouvernement, puis le Parlement jurassien transmette la mise en œuvre de ce principe à l'échelon fédéral. Rappelons que le Jura et Neuchâtel étaient les deux seuls cantons à avoir accepté en 2007 l'initiative populaire pour une caisse unique. Cette démarche s'inscrit donc dans la même logique et vise à ce que le sujet soit à nouveau débattu.

Bienne

Suite à l'annonce, en juillet, du départ de Hans Stöckli de la mairie, Bienne est en ébullition. Notamment parce que le cadre



réglementaire local est particulier. Seuls peuvent briguer la mairie les quatre membres permanents et professionnels du Conseil municipal. Ainsi, il faudra d'abord remplacer Hans Stöckli à l'exécutif, où il est ministre des Finances. Ce sera probablement le socialiste alémanique Erich Fehr. Puis viendra la désignation du maire par le peuple, le 28 novembre. La municipale Verte Barbara Schwickert est d'ores et déjà candidate et le PS biennois – qui occupe les deux autres fauteuils de l'exécutif permanent, avec le francophone Pierre-Yves Moeschler et le probable nouveau Erich Fehr doit déterminer lequel il proposera pour la mairie. Verdict le 8 septembre avec – en filigrane – la question bilingue. Cela fait 50 ans que Bienne n'a pas eu un maire francophone.

Pour la fin du blocus de Gaza

« Pour sortir le million et demi de Gazaouis de la situation précaire dans laquelle ils se trouvent, l'assistance humanitaire à elle seule ne suffit pas. La seule solution durable consiste à lever le blocus ». Ce n'est ni un responsable palestinien ni un militant suisse qui l'affirme. C'est le CICR en juin de cette année. En effet, les conséquences du blocus imposé par Israël depuis juin 2007 sur la Bande de Gaza a des conséquences dévastatrices. Les chiffres sont plus qu'alarmants. Ils montrent une aggravation permanente de la situation. Carlo Sommaruga

Selon la FAO, l'insécurité alimentaire touche 61 % des Gazaouis, en 2009, contre 56 % en 2008. Le taux de chômage s'établit en hausse à 38,6 % de la population active en 2009. Selon l'UNRWA – l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient – le nombre de réfugiés vivant dans une pauvreté extrême dans la bande de Gaza a triplé depuis le début du blocus en 2007, passant d'environ 100 000 à environ 300 000. L'Association des organisations internationales de développement (AIDA) a souligné que depuis 2007, Israël a intensifié le blocage des frontières ce qui a progressivement étouffé l'agriculture, la pêche et détruit tout le tissu économique de la bande de Gaza.

L'attaque militaire brutale contre la bande de Gaza, engagée en décembre 2008–janvier 2010, a contribué à une désolation accrue. Au-delà des importants dégâts psychologiques sur une population prise au piège et ne sachant où fuir pour échapper au bombardement, la destruction des infrastructures publiques a été massive. Le blocus entrave toute reconstruction des installations ou sociale. Le PNUD, dans un rapport de mai 2010, estime que 82,5 % des écoles sont encore à l'état de ruines, que 75 % des terres cultivables restent inutilisables et que 60 % des entreprises privées n'ont pas réussi à reprendre leurs activités. Plus de 527 Mio de dollars sont nécessaires pour reconstruire tout ce que l'armée israélienne a détruit lors de l'opération plomb durci. En résumé, comme



Quelque 220 ONG helvétiques soutiennent le projet, par des messages de soutien ou la récolte de fonds.

le souligne le Rapport de la commission d'enquête préside par l'ancien juge Richard Goldstone (Rapport Goldstone), les condi-

«Au lieu de privatiser tout ce qui est privatisable, notre modèle veut démocri'être»

tions de vie constatée montrent la volonté du gouvernement israélien de punir collectivement la population de Gaza, en violation du

droit international humanitaire. Le blocus doit donc également être levé au regard du droit international. Les appels au gouvernement israélien pour lever le blocus sont restés sans suites. Dans ce contexte, la solidarité internationale avec les femmes, hommes et enfants de Gaza a mis sur pied des actions humanitaires par bateau pour faire face aux besoins sanitaires essentiels des gazaouis auxquels il était impossible de répondre en raison du blocus terrestre et aérien. Divers bateaux ont accosté à Gaza avant la guerre. Divers parlementaires européens ont participé à ces missions humanitaires. Toutefois, depuis la fin de la guerre en février 2009, Israël a décidé d'arraisonner l'ensemble des bateaux se dirigeant vers Gaza. C'est en raison de cette doctrine intransigeante que la flottille de juin 2010 avec à bord près de 700 passagers, de l'aide humanitaire et des matériaux de construction destinés à la population de la bande de Gaza fit l'objet d'un abordage en eaux internationales par un commando hélicoptère israélien. La tournure tragique de cette intervention avec la mort de 9 militants n'a pas mis fin à la solidarité internationale. D'autres bateaux sont partis pour Gaza. L'un avec à son bord le prix Nobel de la paix Mairead Maguire.

Un peu partout en Europe, des femmes et des hommes épris de justice et désireux d'apporter leur solidarité à la population de la Bande de Gaza, participent à la mise sur pied d'une nouvelle flottille. Aussi en Suisse le projet d'un bateau pour Gaza a vu le jour. De nombreuses associations s'activent pour trouver les fonds importants nécessaires, collecter le matériel sanitaire, scolaire, sportif ou autres dont ont besoin les gazaouis et coordonner l'action avec celle identique qui se développe dans les autres pays européens. Ce geste de solidarité est un projet d'envergure. Il est en cours depuis de nombreux mois. Il rassemble de nombreuses personnes partout dans le pays, parmi lesquels de nombreux socialistes dont le chanteur romand Michel Buhler. Le bateau suisse de l'espoir doit aussi permettre de rappeler que malgré la reprise des négociations de paix la population de Gaza est toujours sous blocus.

carlo.sommaruga@
pssuisse.ch, conseiller
national (GE)



AGENDA

PS Suisse www.pssuisse.ch

- Samedi 11 septembre : programme Perspectives 2010 de 9h30 à 16h à la Palud, puis la Maison du peuple à Lausanne avec Stéphane Montangero et Jean-Yves Gentil. Thèmes : « campagne et actions sur le terrain ainsi que relations avec la presse ».
- 13 septembre – 1^{er} octobre : session d'automne (22.9. : élection complémentaire au Conseil fédéral)
- Samedi 16 octobre : journée de récolte nationale dès 9 h, initiative Cleantech
- Vendredi 29 octobre : Conférence de coordination à Lausanne
- Samedi 30 octobre : Congrès à Lausanne
- Dimanche 31 octobre : Congrès à Lausanne

JS Suisse www.jss.ch

- Samedi 16 octobre : conférence des sections à Berne

- Samedi 23 octobre : journée de récolte nationale dès 9 h, initiative 1:12

Genève www.ps-ge.ch

- Mercredi 15 septembre : réunion des Eurosocialistes à 19 h 30, dans les locaux du PSG
- Jeudi 23 septembre : Coordinations des sections et des commissions, à 20h dans les locaux du PSG
- Mercredi 13 octobre : Assemblée générale du PSG, à 20 h, dans les locaux du parti
- Mercredi 20 octobre : Coordination des sections, à 20 h dans les locaux du PSG

Valais romand www.psvr.ch

- Mercredi 22 septembre : Maison socialiste, 19 h 30, Sion : séance du bureau exécutif
- Mardi 5 octobre : le PS sera à l'écoute de la population valaisanne, à 20 h, à Loc

- Jeudi 7 octobre : Maison socialiste, 19h30, Sion : séance du bureau exécutif, puis du Comité cantonal

Vaud www.ps-vd.ch

- Samedi 25 septembre : Congrès extraordinaire, dès 14 h 15 au Théâtre du Château, à Avenches. A l'ordre du jour : votations de novembre, communales 2011 et programme du PS Suisse. Partie récréative en fin de matinée, plus d'infos sur www.ps-vd.ch.

Neuchâtel www.psn.ch

- Samedi 11 septembre : Congrès extraordinaire pour l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, dès 9 h, Cité universitaire, Neuchâtel,
- Jeudi 21 octobre : projection de « Connus de nos services » de Jean-Stéphane Bron (1997), en présence de Frédéric Maire, Jean Studer, etc., 20 h, Neuchâtel

- Samedi 23 octobre : atelier des Femmes socialistes neuchâteloises sur les finances publiques, dès 10 h, à la Maison des associations de Neuchâtel

Jura www.psj.ch

- Jeudi 16 septembre : conférence-débat sur les énergies renouvelables, dès 20 h à la salle du Soleil, à Delémont, avec la participation de Roger Nordmann, conseiller national (PS/VD)
- Lundi 20 septembre : date limite pour dépôt des listes pour les élections cantonales et assemblée de la Fédération des Franches-Montagnes, à 20 h au café du Soleil à Saignelégier. Invité : Philippe Roch.
- Vendredi 24 septembre : Congrès électoral du PSJ, dès 20 h, à Courrendlin, avec la participation de Christian Levrat, président du PS Suisse

Pour des propriétaires responsables

L'association HabitatDurable a fait ses premiers pas en Suisse romande en octobre 2009. Une section a vu le jour dans le canton de Neuchâtel dans le cadre de la campagne portant sur le référendum contre la loi sur l'énergie, une loi progressiste que la droite et chambre immobilière ont hélas torpillée. Depuis, une deuxième section regroupant le reste de la Suisse romande a été créée en décembre 2009.

Au niveau Suisse, HabitatDurable (HD) a été fondé en 1988 dans le contexte de l'initiative populaire fédérale « Ville-campagne contre la spéculation foncière ». L'association faitière compte actuellement environ 9000 membres. HD se veut une alternative écologique et sociale aux chambres immobilières cantonales, traditionnellement orientée très à droite. HD est cependant indépendante des partis politiques et compte, parmi ses membres, des personnalités politiques de tous bords.

Les objectifs

HD regroupe des propriétaires immobiliers sensibles au principe du développement durable. L'association s'engage pour la conservation du domaine bâti existant, en encourageant l'entretien et la rénovation des bâtiments, des espaces annexes ainsi que de l'espace public dans le respect des perspectives écologiques, sociales et patrimoniales. Elle tend à une politique foncière durable et promeut une gestion des biens fonciers économe en sol et en ressources naturelles. HD se bat aussi pour des conditions de location équitable reconnais-



sant les intérêts des propriétaires comme des locataires.

L'association est partenaire de différentes campagnes pour promouvoir le développement durable et membre de l'Alliance pour une politique climatique responsable. HD intervient sur la scène politique pour encourager une législation et une politique délibérément orientées vers la préservation des ressources, les économies d'énergie, la protection du climat et l'équité.

Services

Acquérir un appartement ou une maison, construire un foyer, rénover un immeuble, louer un appartement, cohabiter avec des locataires ou créer un habitat coopératif peut soulever bien des questions. HD offre gratuitement à ses membres un premier conseil rapide et l'association tient aussi à leur disposition une liste de professionnels compétents et adhérant aux principes d'HD. Les domaines traités sont vastes et concernent, entre autres, les techniques et matériaux de construction, la production et les économies d'énergie, les aménagements extérieurs naturels, les assurances, les questions financières et ainsi que le droit du bail.

HD a conclu un partenariat avec des entreprises actives dans le domaine de l'énergie solaire. Ainsi, ses membres peuvent bénéficier d'un rabais substantiel lors de la réalisation d'une installation solaire thermique ou photovoltaïque. Par ailleurs HD a négocié un contrat collectif d'assurance en cas de dégâts d'eau auquel ses membres peuvent souscrire à des conditions très avantageuses.

Rejoignez HabitatDurable maintenant et bénéficiez de la gratuité pour l'année 2010!

Pour plus d'informations rendez vous sur www.habitatdurable.ch ou demandez de la documentation gratuite au 031 311 50 55 ou par courriel à l'adresse: contact@habitatdurable.ch.



LE COCKTAIL LE PLUS BU DANS LE MONDE.

Dans les pays pauvres, 90% des eaux usées se déversent dans l'eau potable. A chaque gorgée, le choléra, le typhus et d'autres maladies graves menacent deux milliards de personnes. Helvetas leur procure de l'eau potable en construisant des puits et des latrines.



www.helvetas.ch



HELVETAS

Agir pour un monde meilleur